

**L'hydrodiplomatie au service de la paix :
bientôt onze ans d'engagement du Sénat français**

Discours d'**Olivier Cadic**, sénateur des Français établis hors de France

Prononcé en anglais

Excellences,

Monsieur le Ministre de la défense de la République de Chypre,

Madame l'Ambassadrice de France,

Monsieur le Président Stavros Malas,

Messieurs les anciens ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Madame la conseillère des Français de l'étranger,

Mesdames et Messieurs en vos grades et qualité,

Cher Fadi Comair,

Chers amis,

Je suis très heureux de prononcer mon premier discours à l'étranger depuis ma réélection au Sénat.

Aussi, je veux commencer par exprimer ma gratitude aux élus des Français de l'étranger qui m'ont renouvelé leur confiance et saluer la présence de Davina Bessat Daoud, conseillère des Français de l'étranger pour Chypre, et élue à l'Assemblée des Français de l'étranger.

Je la félicite pour son élection et lui souhaite plein succès pour son mandat.

C'est un grand honneur de m'adresser à vous à l'occasion de cette session d'ouverture du programme de formation exécutive « Hydrodiplomatie : un outil au service de la résilience climatique et environnementale, de la paix et de la sécurité », organisé ici, à Nicosie, sous l'égide du Collège européen de sécurité et de défense, du Cyprus Institute et de l'Université de Balamand.

En regardant cette assemblée, je mesure le chemin parcouru. Je retrouve des dirigeants, des experts et des amis avec lesquels nous partageons une conviction : l'eau peut devenir l'un des plus puissants instruments de coopération entre les peuples.

Je tiens à saluer tout particulièrement Son Excellence Vassilis Palmas, ministre de la Défense de la République de Chypre, ainsi que mon cher ami Fadi Comair, initiateur du

concept d'hydrodiplomatie, dont la vision et la persévérance nous réunissent aujourd'hui.

Il y a bientôt onze ans, le 1^{er} décembre 2015, au lendemain de l'ouverture de la COP21 à Paris, j'ai choisi de faire de l'eau un axe diplomatique à part entière de mon engagement au Sénat.

De 2015 à 2020, avec Fadi Comair, nous avons organisé cinq colloques. Nous avons réuni au Sénat les représentants des États qui se partagent les eaux de l'Oronte, du Jourdain, du Nil, du Tigre et de l'Euphrate. Notre réflexion s'est ensuite élargie aux bassins de l'Himalaya.

Notre conviction était simple : lorsque des pays dépendent d'un même fleuve, ils partagent une responsabilité et un avenir.

À une époque où les négociations climatiques se concentraient sur le carbone et la transition énergétique, nous voulions rappeler une évidence :

Il y aura une vie après le pétrole. Il n'y en aura pas après l'eau.

La rareté de l'eau et le changement climatique ne connaissent pas de frontières. Lorsqu'ils ne sont pas maîtrisés, ils aggravent les vulnérabilités, nourrissent les tensions et peuvent alimenter les conflits.

Mais lorsque les ressources en eau font l'objet d'une gouvernance coopérative, elles deviennent des catalyseurs de dialogue, d'intégration régionale et de paix durable.

C'est tout le sens de l'hydrodiplomatie.

Aujourd'hui, la vitalité de cette démarche se lit dans votre présence.

Je salue Shaddad Attili, ancien ministre des Ressources en eau de Palestine ; Mohamed Abdel Ati, ancien ministre des Ressources en eau et de l'Irrigation d'Égypte ; Hassan Janabi, ancien ministre des Ressources en eau d'Irak ; ainsi que le professeur Michael Scoullou, président du GWP-MED.

Vous avez affronté des situations hydropolitiques particulièrement sensibles. Votre expérience nous rappelle que, derrière les cartes et les chiffres, il y a des populations, des agriculteurs, des villes et des générations dont l'avenir dépend de nos décisions.

Je veux également rendre hommage à Fadi Comair, dont la rigueur intellectuelle et l'engagement ont accompagné cette démarche depuis l'origine, notamment à travers les négociations sur l'Oronte, le bassin du Jourdain et la crise du Wazzani.

Cette formation doit aussi beaucoup au leadership conjoint de nos institutions partenaires.

Celui du Cyprus Institute, de son président, le professeur Stavros Malas, et de son président émérite, le professeur Costas Papanicolas, avec lesquels nous avons lancé cette coopération le 22 mars 2022.

Celui de l'Université de Balamand et de son président, le professeur Elias Warrak, où nous avons célébré ensemble la Journée mondiale de l'eau en 2025 et assisté à la naissance du Climate Diplomacy and Sustainable Peace Hub.

Celui du Collège européen de sécurité et de défense, et tout particulièrement du président de son Executive Advisory Board, le colonel Symeon Zambas, pour son soutien à ce programme.

À tous, j'adresse mes remerciements pour avoir donné à cette ambition une traduction concrète : former celles et ceux qui feront vivre l'hydrodiplomatie.

Excellences, chers amis,

L'un des principaux enseignements de nos rencontres au Sénat tient en quelques mots : la sécurité durable repose sur un partage équitable, une gestion concertée et le respect mutuel entre les pays riverains.

Cette coopération, j'ai pu en observer une réalisation remarquable en visitant, en mai 2023, le barrage d'Itaipu, sur le Paraná.

Le Brésil et le Paraguay y partagent à égalité l'exploitation de la centrale et sa production, dans un cadre diplomatique qui prend également en compte les intérêts de l'Argentine.

Au-delà du gigantisme de l'ouvrage, c'est cet équilibre entre trois pays qui m'a frappé.

Itaipu montre que l'eau partagée peut produire de l'énergie, de la confiance et de la coopération.

Cette expérience nous invite à regarder chaque bassin comme un espace de projets communs. Produire de l'électricité, irriguer les terres, préserver les écosystèmes et assurer l'approvisionnement des populations sont autant d'objectifs qui doivent pouvoir se renforcer mutuellement.

Nos efforts au Sénat et dans l'ensemble du bassin méditerranéen ont également accompagné des avancées institutionnelles.

Avec le soutien du Président Emmanuel Macron, le lancement du CIFME, Centre d'information et de formation aux métiers de l'eau, a contribué à donner une traduction concrète à cette ambition.

L'Académie ECOMED de l'UNESCO, le concept de New Water Mass, qui associe ressources conventionnelles et non conventionnelles, ainsi que l'approche Nexus WEF

— Eau, Énergie, Alimentation, Écosystèmes — enrichissent les outils dont nous disposons.

Ils permettent de relier les connaissances scientifiques aux décisions politiques et aux besoins des populations.

Mais le chemin parcouru ne doit pas masquer l'ampleur des défis devant nous.

Le mois dernier, l'Organisation météorologique mondiale a lancé une nouvelle alerte : en matière de débits fluviaux, 2025 a été l'une des années les plus sèches depuis trente-cinq ans.

Les réserves d'eau douce diminuent, les glaciers reculent et les sécheresses fragilisent davantage encore les populations.

Cette pression climatique se conjugue aux tensions géopolitiques. Les bassins auxquels nous avons consacré nos colloques illustrent cette urgence.

Sur le Nil Bleu, le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne, inauguré en septembre 2025, incarne une ambition de développement majeure pour l'Éthiopie.

Mais la sécurité hydrique de l'Égypte et du Soudan exige un cadre de confiance, des données partagées et des règles concertées d'exploitation, notamment en période de sécheresse.

L'enjeu est de permettre le développement des uns tout en préservant la sécurité des autres.

Sur le Tigre et l'Euphrate, le rapprochement entre la Turquie et l'Irak ouvre des perspectives de coopération et d'investissement.

Il doit permettre de répondre à une question essentielle : comment garantir aux populations des ressources suffisantes et prévisibles, tout en associant pleinement la Syrie à la recherche de solutions ?

Moderniser les infrastructures et améliorer l'irrigation sont des nécessités. Construire une confiance durable sur le partage de l'eau l'est tout autant.

Dans le bassin du Jourdain, les arrangements bilatéraux ne constituent toujours pas une gouvernance commune à l'ensemble des riverains.

L'adhésion de la Jordanie à la Convention des Nations unies sur l'eau, en février dernier, constitue un signal encourageant.

Mais il reste à construire une coopération qui donne toute leur place à chacun des cinq riverains : Israël, la Jordanie, le Liban, la Palestine et la Syrie.

Ces trois bassins nous enseignent une même leçon : un ouvrage peut être achevé sans que la confiance soit construite ; un accord peut être signé sans que le partage soit durablement assuré.

Voilà pourquoi nous devons promouvoir le partage des données, des mécanismes communs de gestion des sécheresses et des institutions de bassin capables de faire vivre la coopération au-delà des crises.

La science doit éclairer la décision. Le droit doit garantir les engagements. Et la diplomatie doit maintenir le dialogue lorsque tout menace de le rompre.

C'est précisément l'ambition de cette formation.

Ici, à Chypre, au carrefour de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, vous allez confronter vos expériences, acquérir des outils et nouer des relations qui pourront compter demain, lorsqu'une crise exigera de trouver rapidement un interlocuteur et un chemin de coopération.

Le Sénat français continuera d'accompagner cette vision, aux côtés de ses partenaires chypriotes, méditerranéens et internationaux.

Excellences, chers amis,

Il y a bientôt onze ans, nous ouvrons au Sénat un espace de dialogue. Aujourd'hui, ici à Nicosie, vous lui donnez un avenir.

Vous êtes la première génération de ce programme appelée à transformer cet héritage en une pratique commune : développer l'hydrodiplomatie, porter ses méthodes dans vos institutions et faire vivre ses principes sur le terrain.

En devenant des acteurs de l'hydrodiplomatie, vous devenez des soldats de la paix.

Votre mission est de prévenir les conflits avant qu'ils n'éclatent, de construire la confiance avant que la peur ne l'emporte.

Chaque donnée partagée, chaque engagement respecté, chaque dialogue maintenu devient un rempart contre la guerre.

Les fleuves traversent les frontières. À nous de faire en sorte qu'ils rapprochent aussi les peuples.

Qu'aucun enfant ne voie son avenir se dessécher parce que les adultes auront refusé de se parler.

Qu'aucun peuple ne soit condamné à choisir entre la soif et la guerre.

Il y aura une vie après le pétrole. Il n'y aura pas de vie après l'eau.

Alors faisons de l'eau qui nous est indispensable la paix qui nous est nécessaire.

Je vous remercie.

Voir moins